



Fédération du Commerce
et de la Distribution

Le projet de loi économie circulaire

Philippe JOGUET (FCD)

CONFÉRENCE ÉCONOMIE CIRCULAIRE
Institut du Commerce – 12 décembre 2019

1. Éléments de contexte

2. Contenu du projet de loi

3. Evolutions du débat parlementaire

**4. Enjeux clés pour le commerce et
principaux enseignements**

Qu'est-ce que l'économie circulaire ?

« La transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une **consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires** ainsi que, par ordre de priorité, à la **prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits**, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une **réutilisation**, à un **recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets**. »

Article L. 110-1-1 du code de l'environnement, issu de la LTECV (loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte)

Généalogie du projet de loi

Concertation de plusieurs mois avec les professionnels et autres parties prenantes

Feuille de route économie circulaire (FREC) publiée en avril 2018, avec 50 mesures :

- *Mieux produire*
- *Mieux consommer*
- *Mieux gérer nos déchets*
- *Mobiliser tous les acteurs*

Un thème du **Grand débat national** de l'automne 2018



Grandes étapes de la procédure

Présentation en Conseil des Ministres

- Texte adopté le 10 juillet 2019

Première lecture au Sénat en septembre

- Texte adopté le 27 septembre 2019

Première lecture à l'AN en cours

- Examen en commission en novembre
- Examen en séance du 9 au 20 décembre 2019

Prochaines étapes :

- Conciliation AN-Sénat (CMP) en janvier (à confirmer)
- Nouvelle lecture et dernier mot à l'AN *avant* ou *après* les élections municipales de mars 2020 ?

Que veut vraiment ce projet de loi ?

Inscrire dans la loi les mesures issues de la concertation, avec 4 principaux objectifs

- Mieux informer le consommateur
- Lutter contre le gaspillage
- Renforcer la responsabilité des producteurs en matière de prévention et de gestion des déchets
- Transposer en droit français les directives européennes « déchets » de 2018 et « plastiques » de 2019

Mais ce texte est aussi un « objet politique » présenté comme une « urgence »

- Répondre aux attentes sociétales et à l'urgence écologique
- Protéger le pouvoir d'achat des ménages
- Organiser un transfert de charges des collectivités vers les metteurs en marché (principe de la REP)

Contenu du projet de loi initial

TITRE I^{er} – INFORMATION DU CONSOMMATEUR

- Art. 1^{er} : information environnementale
- Art. 2 : indice de réparabilité
- Art. 3 : signalétique de tri
- Art. 4 : disponibilité des pièces détachées pour favoriser la réparation

TITRE II – LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

- Art. 5 : interdiction de la destruction des invendus non-alimentaires
- Art. 6 : « diagnostic déchets » des opérations de démolition/réhabilitation

TITRE III – RESPONSABILITÉ DES PRODUCTEURS

- Art. 7 : intégration de matières recyclées et obligations d'information
- Art. 8 : refonte de la REP, mise en place de nouvelles filières et obligations
- Art. 9 : harmonisation des collectes, contribution en nature de la presse, etc
- Art. 10 : interdiction généralisée des plastiques oxodégradables
- Art. 11 : coordination de dispositions déjà applicables

TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

- Art. 12 : habilitation du Gvt à transposer des directives par ordonnance
- Art. 13 : modalités d'entrée en vigueur de la loi

Evolution du débat parlementaire

Un texte durci et fortement « verdi » par le Sénat

- Fixation de nouveaux objectifs stratégiques
- Nouveaux dispositifs visant à renforcer la durabilité des produits
- Bouleversement de la gouvernance des éco-organismes
- Nouvelles contributions financières et nouvelles obligations REP

Quelques avancées pragmatiques

- Spécification de l'information environnementale en fonction des catégories de produits
- Encadrement des conditions d'incorporation des matières recyclées
- Allongement des délais de mise en œuvre des articles 1^{er} à 4
- Renforcement des moyens de contrôle

Des députés mobilisés mais une issue imprévisible

- 2135 amendements déposés en commission et 2437 en séance
- Plusieurs points de crispation : réemploi, plastiques, consigne, etc.

Enjeux pour le commerce (à date)

- **Information environnementale** : préempter le périmètre produits, les informations visées par catégorie et les modalités d'affichage, clarifier la cohérence avec l'affichage environnemental.
- **Indice de réparabilité** : fiabiliser le dispositif via le référentiel en préparation, en veillant à la date d'entrée en vigueur, aux modalités d'affichage et à la cohérence avec les travaux de l'UE.
- **Signalétique de tri** : assurer la conformité même sans dématérialisation et synchroniser l'application avec l'extension des consignes de tri et l'harmonisation des collectes en 2022.
- **Pièces détachées** : se conformer à la réduction de 2 mois à 15 jours ouvrables du délai de mise à disposition des pièces détachées et aux nouvelles règles de la garantie légale de conformité.
- **Gestion des invendus** : assurer le réemploi des invendus non-alimentaires ou leur recyclage (sauf produits de 1^{ère} nécessité) et surveiller le sort des dispositions sur les denrées données.
- **Vente de produits non-préemballés** : accepter les contenants réemployables apportés par les clients après définition et affichage, par le commerçant, des règles de nettoyage et d'aptitude.
- **Tickets de caisse et de paiement** : anticiper l'interdiction d'impression en 2022, sauf demande contraire du client (possibilités de dérogations pour motifs techniques, juridiques ou sécuritaires ?).
- **Filières REP** : préfigurer la mise en place des nouvelles filières (jouets, articles de sport et loisirs, bricolage et jardin, huiles minérales ou synthétiques, produits du tabac, gommes à mâcher, textiles sanitaires, filets de pêche) et l'extension des filières DDS et TLC.
- **Reprise distributeurs** : se conformer aux obligations (en magasin et VAD) suivant la date retenue (2021 / 2022 ?), le champ d'application (hors emballages, papiers, matériaux de construction, textiles ?) et les dérogations à préciser par décret.
- **Consigne** : veiller à la finalité (pour réemploi et/ou pour recyclage ?), au périmètre produits et aux modalités (renvoyées au décret ?), en assurant une performance environnementale et économique.
- **Reprise des emballages à la sortie des caisses** : jusqu'alors pour les plus de 2500 m² seulement mais désormais dès 400 m².
- **Objectifs chiffrés** : anticiper l'effet des objectifs de réduction de la production de déchets, de réemploi, de recyclage des plastiques et de l'interdiction des plastiques à usage unique.

Conclusion

Principaux enseignements politiques :

- Inflation législative : de 13 articles à 77 (Sénat) et plus de 106 (CDDAT AN).
- Volonté d'accélérer la transition écologique, de la conception à la fin de vie.
- Verdissement de l'ensemble de la classe politique.
- Influence accrue des ONG de l'environnement (HOP, WWF, Zero Waste...).
- La France « fer de lance » en Europe des sujets environnementaux : paquet « économie circulaire », surtranspositions, *Green Deals*...
- Amplification des enjeux/risques par les médias et les réseaux sociaux.
- Difficultés à rendre audibles les arguments liés à l'impact économique, eu égard à la priorité accordée à l'urgence écologique.
- Irréalisme de certaines mesures prises sans étude d'impact ni concertation.
- Banalisation de l'idéologie anti-(sur)consommation.
- Attitude contradictoire des citoyens/consommateurs qui ont conscience des enjeux environnementaux mais ne sont pas nécessairement prêts à modifier leurs habitudes de consommation.

La loi, et après ?

- Nombreux décrets d'application et rapports du Gvt au Parlement
- **Questions clés** : Comment faciliter la mise en œuvre opérationnelle ?
Comment optimiser les impacts ? Comment prévenir les risques ?

Merci de votre attention